

**L'ALGÉRIE,
L'UNION DU MAGHREB ARABE
ET L'INTÉGRATION RÉGIONALE**

*Ce projet de recherche EuroMeSCo a été mené sous les auspices du
Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI) Paris, France
& Institut National des Etudes Stratégiques et Globales (INESG) Alger, Algérie*

*et a été rédigé par
Luis Martinez*

*avec la collaboration de
Alexandra Paoli
Maria Rendon
Kamel Cheklat
Toumi Abdelkder*



Published with the support
of the European Commission
under contract MED-2005/109-063

Tableau des matières

Résumé	3
Introduction : Démocratie et intégration régionale	4
I - L'intégration régionale du Maghreb	5
Le constat de la faiblesse de l'intégration régionale	5
Et pourtant l'intégration est une réponse aux problèmes économiques	6
Le conflit du Sahara : prétexte historique à un déficit démocratique ?	7
2006 : Un contexte plus favorable à l'intégration régionale ?	8
II - Algérie et les relations intermaghrébines : Intégration ou rivalités ?	9
L'intégration régionale : une contrainte extérieure ?	9
Algérie / Libye : un avenir non complémentaire ?	10
III - Analyse des données	12
Intégration régionale et mondialisation	12
Le blocage de l'UMA : le Sahara Occidental	13
La démocratie comme voie de sortie : la création d'un parlement maghrébin	13
Algérie et son environnement régional	14
IV - Résultats de l'enquête	16
Annexe méthodologique	38

Résumé

L'intégration régionale de l'Afrique du Nord apparaît pour de nombreux experts comme l'une des réponses aux difficultés que rencontre la région : chômage, pauvreté, mauvaise gouvernance, violence sociale etc. Les économies du Maghreb se tournent le dos (3% des échanges) et les gouvernants ont des relations marquées par une méfiance mutuelle. L'enquête réalisée en Algérie, entre juillet et août 2006, cherche à comprendre comment la population explique le blocage d'une région qui partage autant de caractéristiques communes : langue, religion, histoire etc.

Les résultats de l'enquête montrent clairement que le blocage de la région est dû principalement à un déficit démocratique : une immense majorité plaide pour la création d'un parlement maghrébin où des députés élus de façon démocratique chercheraient à répondre aux problèmes des citoyens de la région. En dépit de l'absence de résultats de l'UMA, le souhait d'une intégration régionale demeure profond. Pour la majorité, elle apparaît comme une réponse de bon sens à la mondialisation et une opportunité de désenclaver des économies et des sociétés marginalisées en raison de la faiblesse de leur développement. Le potentiel de croissance d'une région intégrée est reconnu mais il manque la volonté politique de sortir d'un cercle vicieux qui, à travers des prétextes historiques, entretient le blocage de la région. L'enquête montre très clairement que la tension entre le Maroc et l'Algérie est délibérément entretenue par les gouvernants. Et le risque d'une guerre entre les deux Etats apparaît possible.

Dans cette perspective, seule la démocratie est à même de faire sortir les dirigeants d'une logique nationale afin de mettre en pratique les conditions d'une intégration régionale attendue par l'opinion. Mais pour cela l'UE doit davantage oeuvrer dans la région car elle représente un modèle. Le principal résultat de l'enquête est que l'intégration régionale ne peut se faire qu'à travers la démocratisation.

Introduction : Démocratie et intégration régionale

L'enquête réalisée en juillet 2006 en Algérie apporte une série d'informations sur les tendances de la société algérienne au regard des relations intermaghrébines, sur le blocage de l'UMA et sur les perspectives d'une zone d'intégration régionale. Elle permet aussi de souligner les solutions retenues pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la région du Maghreb. En effet, depuis leur indépendance, les pays d'Afrique du Nord se tournent le dos comme le montre la faiblesse des échanges intra régionaux (3%).

D'une part, l'enquête confirme ce que le bon sens observait : l'échec d'une construction régionale ! Seuls 3% des enquêtés sont très satisfaits de la politique de l'UMA contre 70% à ne pas être satisfaits. Ce sentiment d'insatisfaction ne se traduit pas par un rejet de l'UMA voire par son enterrement, bien au contraire. Ils sont 76% à se sentir personnellement intéressés et concernés par l'UMA. C'est dire si les attentes sont fortes et le sentiment de déception à la hauteur des espérances qui avaient été placées dans les « pères du nationalisme et du mouvement maghrébin de libération »¹. D'ailleurs, le projet d'intégration régional n'a pas été retenu dans les cursus scolaires. Seuls 8% des élèves en ont pris connaissance lors de leurs études.

Déception plutôt que rejet de l'UMA qui reste bel et bien un projet populaire. Son image n'est pas trop négative (19%) mais floue (60%). Et ce, à juste titre, tant l'UMA a du mal à faire connaître ce qu'elle a réalisé depuis sa création : ils sont 69% à être incapable de citer une réalisation de l'UMA ! 5% citent une autoroute. Et pourtant, le projet d'intégration régional en Afrique du Nord est encore perçu comme utile et porteur pour 48%, il est une utopie pour seulement 15% des enquêtés. C'est dire là aussi qu'en dépit du si faible bilan de l'UMA, une forte attente existe quant à la réalisation d'une zone d'intégration régionale. Ce sentiment se fonde sur la nécessité « d'un rapprochement entre les peuples » de la région (43%) avec qui l'on partage une langue (18%) et une religion commune (29%). Les dimensions sociétales et civilisationnelles censées favoriser une union demeurent toujours présentes en dépit des faits politiques et historiques². Cette conviction de partager des caractéristiques communes est si forte que personne ne souligne que les problèmes entre l'Algérie et le Maroc puissent provenir de « la différence entre les peuples », 58% pensent que ce sont les dirigeants politiques qui les divisent. Aussi, ils sont 88% à souhaiter la création d'un parlement maghrébin où des députés élus démocratiquement siègeraient ! L'un des principaux résultats de l'enquête est que la faiblesse de l'intégration régionale s'explique par le déficit démocratique des régimes. Dans cette perspective, démocratie et intégration régionale vont de pair.

Mais avant d'aller plus en profondeur dans l'analyse des résultats de l'enquête il est utile de souligner le bilan de l'intégration régionale en Afrique du Nord aujourd'hui.

1 A. Abdou, « Le Maghreb en jachère ». Le quotidien d'Oran, 24/08/06

2 La conférence de Tanger du 27-30 avril 1958, qui réunissait le Néo-Destour, l'Istiqlal et le FLN, stipulait : « la conférence de Tanger...consciente d'exprimer la volonté unanime des peuples du Maghreb arabe d'unir leur destin dans la solidarité étroite de leurs intérêts, est convaincue que le moment est venu de concrétiser cette volonté d'union dans le cadre d'institutions communes, afin de leur permettre d'assurer le rôle qui lui incombe dans le concert des nations, décide d'œuvrer à la réalisation de cette union, considère que la forme fédérale répond le mieux aux réalités des pays participants ».

Dans les années soixante, Roger le Tourneau écrivait : « L'idée d'unité nord-africaine...est née avant tout d'une réaction contre l'emprise française sur les trois pays du Maghreb : avant d'être une idée constructive, elle s'est manifestée surtout comme un réflexe de défense, comme l'addition d'un triple sentiment commun, celui de la domination française... Les apôtres de l'unité maghrébine devront s'armer de patience et de ténacité s'ils veulent aboutir...Autrement l'Afrique du Nord risque fort de connaître à nouveau le sort qui lui est déjà échu plusieurs fois, c'est-à-dire d'en rester aux luttes intestines, à la stagnation économique et technique »³.

Indépendants, les Etats d'Afrique du Nord ont échoué à réaliser l'unité du Maghreb. Depuis la création, en 1989, de l'Union du Maghreb Arabe, l'Afrique du Nord n'a pas réussi son intégration régionale. Les facteurs explicatifs de cet échec sont nombreux et de niveaux différents. Et pourtant, à l'exception du Conseil de la Présidence, qui ne s'est plus réuni depuis dix ans, les « autres organes de l'UMA fonctionnent » comme le rappelle Habib Boulares, ancien secrétaire général de l'UMA. Ainsi, « il ne faut pas dire qu'il y a un blocage de l'UMA, ce serait injuste pour tous ceux qui oeuvrent activement, dans tous les secteurs, pour la réalisation de cet objectif »⁴.

La stratégie maghrébine de développement est fondée sur le programme de Ras Lanouf, adopté en Libye en 1991. « Elle articule les trois étapes définissant les modalités de l'intégration régionale : l'instauration d'une zone de libre échange, une union douanière et un marché commun »⁵. Entre 1989 et 2006, la mise en œuvre de cette stratégie s'est traduit par l'organisation de « six sommets de chefs d'Etats maghrébins (le dernier date de 1994), de 24 sessions du Conseil des Affaires, de 41 sessions du Comité de suivi, de six séances plénières du Conseil consultatif et de 16 sessions de l'instance judiciaire » et comme le précise Habib Ben Yahia, secrétaire général de l'UMA, « à l'heure actuelle, l'UMA dispose de 114 groupes de travail »...Certes, une telle activité n'est pas sans résultats et certains responsables soulignent que des projets communs ont abouti : les tronçons nationaux de l'autoroute maghrébine, l'extension des réseaux de télécommunications en fibres optiques, l'interconnexion électrique, la lutte contre la désertification, la coopération en matière de santé, etc.

Aussi, c'est avec conviction que M. Habib Ben Yahia, secrétaire général de l'UMA, a réagi au titre du symposium (« Du coût du non Maghreb ») organisé à Madrid, du 24 au 26 mai 2006 :

« Evoquer, en effet, le « non-Maghreb » en juxtaposant ces deux termes ne procéderait-il pas d'une approche dubitative, sinon nihiliste, d'un processus déjà mis en marche avec des acquis concrets, quoiqu'en deçà des aspirations et des attentes de plus de 85 millions de Maghrébins ? »⁶.

La question est posée : les résultats de l'UMA sont-ils à la hauteur des attentes des populations de l'Afrique du Nord ?

L'intégration régionale de l'Afrique du Nord ne s'est pas concrétisée : elle demeure encore à l'état de projet. En 2003, le commerce intra régional des pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) ne dépassait pas les 3% ! En comparaison, « le commerce intra zone représentait 60,2% de l'UE, 22,3 de l'Asean, 10,6 des Peco et 19,9 des pays du Mercosur »⁷. Une explication structurelle est donnée à cette faiblesse des échanges : elle tient à la faible complémentarité économique⁸. En fait, pour Mohamed Boussetta, c'est dans le démantèlement tarifaire que se trouve l'une des solutions pour dynamiser le commerce intra régional. Ainsi, pour l'Algérie : « la suppression de 50% ou 100% des droits de taxes applicables aux importations agricoles en provenance du Maroc et de la Tunisie entraînerait une progression des échanges avec ses deux pays de respectivement 20,9% et de 47,9%... en matière d'échanges industriels il se traduirait par une expansion de ces échanges de 34,4% et 84,9% respectivement »⁹.

Le coût de cette faible intégration est évalué à « la privation de 2 à 3% du PIB annuel des pays maghrébins ». Un tel constat ne manque pas de soulever des questions sur les raisons de ce manque. En effet la situation des pays d'Afrique du Nord ne semble pas en mesure de se payer le luxe d'un tel gâchis économique.

En effet, la croissance de la population active au Maghreb suppose qu'il faudra « créer près de 16 millions d'emplois entre 2000 et 2020 pour les nouveaux arrivants sur le marché. Compte tenu du niveau de chômage estimé à 20,4% au Maghreb, les pays de cette région

I. L'intégration régionale du Maghreb

Le constat de la faiblesse de l'intégration régionale

3 Roger Le Tourneau. « Evolution de l'Afrique du Nord musulmane » : 1920-1961. Paris : Armand Colin, 1962, p.475.

4 Interview de Habib Boulares, « Pour une union réaliste ». http://www/maghrebarabe.org/fr/Espace_Information/interview/int...

5 Pierre Botha et Faten Aggad. "The Arab Maghreb Union as a regional economic and political grouping: a case study". Politics, 2004, n°42, p.33-47

6 http://www/maghrebarabe.org/fr/Espace_Information/communiqu...

7 Mohamed Boussetta, Femise 21-13, août 2004, p.59

8 Isabelle Bensedouk et Agnès Chevalier, « Europe-Méditerranée : le pari de l'ouverture ». Economica, 1996.

9 Op.cit, p. 95

devront créer quelque 22 millions d'emplois au cours des deux prochaines décennies pour occuper à la fois les chômeurs et les nouveaux venus sur le marché »¹⁰. Le chômage au Maghreb concerne principalement les jeunes (au Maroc ils représentent 37%, en Algérie 66% et en Tunisie 68%). Les conséquences socio politiques du chômage sont multiples. En premier lieu, on peut noter la profonde défiance des jeunes envers les responsables politiques perçus comme indifférents au sort économique de millions d'individus. Dans ce contexte il est compréhensible que le projet migratoire constitue une alternative.

Le renouveau de la question de l'intégration régionale de l'Afrique du Nord s'inscrit dans ce contexte. De nombreux rapports concluent à la nécessité pour les Etats d'Afrique du Nord de s'engager concrètement vers l'organisation d'une intégration régionale effective. Un tel processus ne manquerait pas d'accroître sa visibilité économique et son intérêt géographique, ce qui favoriserait l'investissement étranger. En 2003, « l'IDE atteignait 1,4% du PIB de l'Algérie, et 3,2% du PIB du Maroc et de la Tunisie » et ce principalement en raison de la « conclusion d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux » avec l'Europe, avec le monde arabe (PAFTA, Grande Zone Arabe de libre échange) et l'accord d'Agadir (Maroc, Tunisie, Jordanie et Egypte en 2004). Le projet de l'UMA est devenu secondaire au regard des différents accords passés ces dernières années.

Et pourtant l'intégration est une réponse aux problèmes économiques

Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, Abdelkader Sid Ahmed soulignait les « retards importants accumulés par la région dans les domaines du changement structurel et institutionnel. Le retard en matière de changement structurel est reflété par l'insuffisance de l'offre locale...elle confine le Maghreb dans un schéma de division du travail international périmé, faisant obstacle à une insertion bénéfique dans le marché mondial...Sur le plan institutionnel, on constate des rigidités de toute nature, une incapacité à promouvoir des industrialisations sélectives...ou à mettre sur pied des administrations efficaces»¹¹. Dix ans plus tard, en juin 2005, Rodrigo de Rato, Directeur général du Fonds monétaire international établit un constat tout aussi critique : « dans l'ensemble de la région, la croissance économique reste inférieure à son potentiel, le chômage bien trop élevé et la pauvreté répandue. Il semble donc qu'il existe des obstacles importants au développement économique qui doivent être éliminés. Quels sont ces obstacles et que peut-on faire ? Les pays du Maghreb représentent des marchés relativement petits et fragmentés, dont la meilleure chance de développement se situe dans l'ouverture et l'intégration. Dans la pratique, leur régime de commerce restrictif et leur lourde réglementation de l'investissement découragent l'investissement privé intérieur et limitent l'investissement direct étranger, en dehors du secteur des hydrocarbures...Une intégration économique régionale plus poussée présenterait des avantages importants. Elle créerait un marché régional de plus de 75 millions de consommateurs...elle entraînerait des gains d'efficacité et rendrait la région plus attrayante pour les investisseurs étrangers. Et surtout, les structures économiques complémentaires des pays du Maghreb créeraient des possibilités d'échanges qui bénéficieraient à tous les pays de la région »¹².

Un constat général s'impose : face à la faiblesse structurelle des économies du Maghreb, l'intégration régionale constitue une solution bénéfique. Et pourtant, force est de constater la lenteur avec laquelle cette voie est empruntée. Plusieurs facteurs expliquent le blocage de l'intégration régionale en Afrique du Nord. Ils sont d'ordre politique car ils démontrent que les problèmes économiques n'ont pas été la préoccupation majeure des Etats au cours de ces deux dernières décennies.

Et ce, d'autant plus que « l'organe suprême » de l'UMA, le Conseil de la Présidence, composé des chefs d'Etat, « seul à pouvoir prendre des décisions et ses décisions seront adoptées à l'unanimité » (art.6), constitue un obstacle constitutionnel évident. Les préoccupations des chefs d'Etat de l'Afrique du Nord ont été très éloignées, au cours de la décennie quatre-vingt-dix, de la construction de l'intégration régionale...L'assassinat du président Mohamed Boudiaf et la guerre civile en Algérie, l'embargo en Libye, « le coup d'Etat chirurgical » de Zine El Abidine en Tunisie, la guerre contre les sahraouis et la question de la succession au Maroc ont mobilisé l'attention des chefs d'Etats. Dans ce contexte, il est compréhensible que le conseil de la présidence ne se soit pas réuni depuis 1994...et qu'entre 1994 et 1999 l'UMA ait connu « une période de gel ».

Depuis 2000, émerge avec insistance un discours sur la nécessité de l'intégration régionale dans lequel l'UMA est quasiment absente. En fait, il se dégage une vision économique de l'intégration régionale qui regrouperait les Etats du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie). Celle-ci se voudrait un processus autonome du projet de l'UMA ce qui exclut, pour l'instant, la Libye et la Mauritanie d'un processus d'intégration régionale mais permet de maintenir,

¹⁰ Disponibilité de main-d'œuvre, chômage et création d'emplois dans le Maghreb, p. 2

¹¹ Abdelkader Sid Ahmed, Le Maghreb rencontre avec le troisième millénaire. AAN, 1996, p.7

¹² Rodrigo de Rato, « Intégration économique au Maghreb : sur le chemin de la prospérité », L'Economiste (Maroc), 15 juin 2005.

de façon artificielle, une organisation régionale qui demeure incapable de s'entendre sur des projets politiques communs. Dans cette perspective, l'intégration économique du Maghreb passe par le contournement d'une organisation considérée comme un obstacle à l'intégration.

Le conflit du Sahara Occidental apparaît comme le principal facteur de blocage dans la construction de l'UMA. Il illustre l'incapacité de l'Algérie et du Maroc à sortir d'une relation de méfiance, voire parfois d'hostilité, depuis « la guerre des sables » de 1963. Le conflit du Sahara Occidental a été surtout une formidable opportunité politique d'asseoir leur autorité. Pour la monarchie Marocaine, il lui a permis de s'approprier le sentiment nationaliste alors porté par le mouvement de l'Istiqlal qui faisait de la cause du Grand Maroc l'un de ses combats politiques. Pour le régime algérien, il a représenté un moyen de justifier le pouvoir d'une armée et d'entretenir le sentiment nationaliste.

L'avantage du conflit saharien est évident : il a permis aux deux Etats de masquer les différents projets de développement économique et d'instaurer, sous couvert d'un sentiment nationaliste, des régimes politiques autoritaires qui n'ont pas manqué de verrouiller leurs scènes politiques. Aussi, le déficit démocratique de l'Algérie et du Maroc explique pourquoi au cours de ces deux dernières décennies ce conflit est devenu un prétexte à l'établissement de relations hostiles. Confrontés à des critiques internes sur la violation des droits de l'homme, la corruption, la concentration des richesses et l'absence de liberté, l'Algérie et le Maroc ont trouvé dans le conflit du Sahara Occidental l'occasion de déverser, à travers une presse complaisante, des préjugés et des clichés sur l'Autre, dans l'espoir de rallier à leur cause, une population, frustrée par la dégradation des conditions économiques et sociales.

L'émergence des mouvements islamistes est venue rappeler aux deux Etats l'erreur de leur stratégie. Le basculement de l'Algérie dans la guerre civile (1992-1999) a plongé la société algérienne dans la tragédie et l'a détournée du problème du Sahara Occidental. Les succès grandissants du PJD au Maroc provoquent de vives inquiétudes qui sont à la hauteur des suppositions sur sa forte représentativité dans la société marocaine.

Ainsi, le détournement par la question du Sahara Occidental n'aura que provisoirement gelé les questions de fond qui traversent les sociétés. Comment réduire la pauvreté, combattre le chômage, installer un état de droits, promouvoir la liberté d'expression, etc. Autant de sujets qui jusque-là étaient confinés à la marge du débat public. En fait, l'émergence des mouvements islamistes, illustre à la fois la naissance d'une expression plurielle du politique, mais aussi la vulnérabilité des Etats. Le basculement dans la violence, sous forme de guérilla ou d'actions terroristes, démontre la fragilité des communautés politiques. Dans cette perspective, le conflit du Sahara Occidental ne peut être tenu pour le facteur explicatif majeur du blocage du processus d'intégration en Afrique du Nord. En fait, il illustre davantage l'incapacité des principaux pays de la région d'édifier une stratégie commune en dépit du bon sens et des intérêts mutuels communs qui en découleraient.

En mars 2005, la rencontre entre le président Abdelaziz Bouteflika et le roi du Maroc, Mohamed VI, apparaissait aux observateurs comme les prémises du « dégel ». La presse se faisait l'écho de la rumeur annonçant la réouverture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc, premier geste symbolique marquant les retrouvailles. Dans la foulée, la Libye, qui présidait l'UMA, annonçait la date d'un sommet des chefs d'Etat les 25 et 26 mai à Tripoli. Enthousiasme de courte durée. Mohamed VI annonça qu'il ne participerait pas au sommet, provoquant de fait son annulation. Les propos tenus par A. Bouteflika, quelques temps auparavant, sur le droit des sahraouis à l'autodétermination ont servi de prétextes pour remettre en question les tentatives de réconciliations algéro-marocaines. Le discours officiel de l'Algérie sur le Sahara n'a pas changé.

Comme le rappelle M. Messahel, en mars 2006, « la résolution de conflit réside dans l'exercice par le peuple sahraoui de son droit sacré à l'autodétermination...c'est la position définitive de l'Algérie...la situation de blocage revient, en premier lieu, à l'ONU qui doit bouger et prendre ses responsabilités »¹³. Position que soulignera Mohamed Bedjaoui, ministre des Affaires étrangères, le 5 juin 2006 au journal Liberté en insistant sur le plan Baker et le soutien à la résolution 1675 (2006) qui rappelle le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Le conflit du Sahara : prétexte historique à un déficit démocratique ?

2006 : Un contexte plus favorable à l'intégration régionale ?

¹³ M.Messahel, Ministère des Affaires Etrangères, Algérie. Algérie-UMA, 26 mars 2006

L'intérêt grandissant des Etats-Unis pour la région est-il à même de débloquer le processus d'intégration au Maghreb ? Parti prenant de l'Initiative de Partenariat avec le Moyen Orient, lancée par le président Bush (MEPI), le Maghreb est l'objet d'une attention particulière dans trois secteurs : sécuritaire, économique et énergétique. En février 2006, Donald Rumsfeld effectue une « tournée au Maghreb » qui s'inscrit à la fois dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et dans la perspective d'un rapprochement des Etats du Maghreb de l'Otan¹⁴. Depuis le lancement du « dialogue Otan-Méditerranée », en mars 2000, les manœuvres communes n'ont cessé de se développer entre l'Otan, l'Algérie et le Maroc. Sur le plan économique, l'accord de libre échange établi entre le Maroc et les Etats-Unis ouvre de nouvelles perspectives d'échanges économiques, enfin, sur le plan énergétique, les investissements des compagnies américaines en Algérie sont en augmentation constante. D'ailleurs, l'interconnexion des Etats du Maghreb sur le plan énergétique est très avancée tant dans le secteur électrique (ELTAM) que dans les hydrocarbures (gaz algérien en Europe via le Maroc et la Tunisie). Le rétablissement des liens diplomatiques avec la Libye et les projets d'installation d'une base militaire dans le Sahel, en Mauritanie, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, montre le nouvel engagement des Etats-Unis dans la région.

Le déficit d'implication de l'Union Européenne dans le conflit du Sahara Occidental, qui s'explique par la volonté compréhensible de ne heurter ni le Maroc ni l'Algérie, laisse aux Etats-Unis la possibilité d'œuvrer au Maghreb. Cela dit, les déboires de la politique extérieure de l'administration Bush en Irak et au Moyen-Orient ne plaident pas en faveur d'un succès futur au Maghreb.

L'intégration régionale en Afrique du Nord est impulsée par un environnement international caractérisé par « la menace terroriste » et « l'insécurité énergétique ». Il oblige les partenaires extérieurs de l'UMA à œuvrer plus efficacement à la réalisation d'une zone d'intégration. Dans cette perspective celle-ci apparaît d'abord et avant tout comme une contrainte extérieure.

Le 25 mars 2006, M. Abdelkader Messahel, ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, annonçait le souhait de l'Algérie de « relancer la machinerie maghrébine » en soulignant « la disponibilité de l'Algérie d'aller de l'avant » car « il est évident que, dans le contexte international d'aujourd'hui, le monde de demain appartiendra à ceux qui essaient d'intégrer leurs économies et leurs politiques dans une approche régionale ».

Mais depuis les indépendances, l'Afrique du Nord s'est construite autours de deux « couples d'ennemis »¹⁵, l'Algérie-Maroc et la Libye-Tunisie, qui ont, au gré de la conjoncture, redéfini leurs relations. Tout au long de ces trois dernières décennies, les faits ont démenti les discours officiels sur l'identité et la solidarité maghrébine : soutien algérien aux sahraouis dans le conflit du Sahara Occidental à partir de 1976 ; l'attaque de Gafsa par des opposants tunisiens soutenus par la Libye, en 1980 ; soupçons marocains sur les commanditaires de l'attentat de Marrakech, à l'été 1994 ; accusations algériennes sur l'attitude du Maroc face aux islamistes algériens etc. A ces tensions diplomatiques, il faut ajouter les campagnes de presse incendiaires que se lancent occasionnellement les journaux de la région en fonction de la conjoncture.

La création de l'UMA, en 1989, apparaît comme une réponse à la vulnérabilité des régimes. En fait, en dépit des discours officiels sur l'identité, le passé et le destin commun, les dirigeants maghrébins n'ont pas eu la volonté d'édifier une grande région commune. La lutte contre l'islamisme et le terrorisme constitue le dénominateur commun de l'Union. Tout au long de la décennie quatre-vingts, la lutte contre l'islamisme se fait à huit clos. Les Etats européens, par crainte d'être impliqués dans ce conflit qui oppose des régimes autoritaires à des opposants non démocratiques, évitent de soutenir publiquement les politiques de représailles des régimes. D'ailleurs, les gouvernants d'Afrique du Nord dénonçaient le « laxisme » des Européens et réclamaient l'extradition des opposants islamistes sur le sol européen. Confrontés à leur isolement dans ce combat, les Etats d'Afrique du Nord ont développé une coopération efficace et inattendue dans la lutte régionale contre l'islamisme, comme l'illustre la coopération algéro-tunisienne.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont eu un double impact en Afrique du Nord : ils légitiment la lutte contre l'islamisme y compris par la violation des droits de l'homme et permettent l'intégration du Maghreb dans le dispositif mondial de la guerre contre le terrorisme mis en place par l'administration Bush. De plus, les attentats de Madrid (11 mars 2004) ont provoqué au sein de l'UE un début d'organisation communautaire dans la lutte contre le terrorisme. Les groupes armés islamistes originaires du Maghreb apparaissent comme l'une des principales menaces pour les Etats du sud de l'Europe. Dès lors, les Etats d'Afrique du Nord ont trouvé un écho favorable à leurs politiques de sécurité tant au sein de l'UE qu'aux Etats-Unis. Pour l'administration Bush, la principale menace en Afrique du Nord est localisée dans le Sahel. Comme le souligne le compte-rendu du « Maghreb Roundtable » organisé au Centre for Strategic and International Les études, en février 2006, « the activities of terrorist networks that operate in ungoverned areas of North Africa and the Sahel are the primary threat in the Maghreb. Indigenous extremist groups and jihadi fighters fleeing Afghanistan have found safe havens near the Sahara where they are able to operate free from government interference...Terror networks in the region pose a transnational threat Pas only of the Maghreb, but to Europe as well...To combat the spread of terror networks in the region and improve regional security cooperation, the US recently launched the Trans-Sahara Counter Terror Initiative (TSCTI)...Despite increased training and cooperation that TSCTI brings to the region, the main impediment to greater regional security and military coordination remains Western Sahara conflict. The conflict between Maroc and Algérie over sovereignty of the former Spanish colony prevents meaningful regional security coordination, stifles economic growth, and prevents intra-regional trade from developing»¹⁶.

Dans cette perspective, l'intégration régionale constitue le meilleur instrument de lutte contre le terrorisme. Elle devient un élément déterminant à développer et est perçue comme une nécessité à la fois par les Etats-Unis qui y voient la meilleure réponse en matière de lutte contre le terrorisme et par l'UE, qui en plus de la lutte contre le terrorisme, y voit une solution aux problèmes économiques et migratoires.

De l'extérieur, l'intégration régionale est une nécessité. Et pourtant, au sein même de la région, seuls les discours officiels se prêtent au jeu de l'intégration régionale. Dans les faits, les pays d'Afrique du Nord élaborent un dispositif de relations bilatérales qui privilégie des partenaires non régionaux : accord de libre échange entre le Maroc et les Etats-Unis (2003) ; partenariat stratégique entre l'Algérie et la Russie (2001)¹⁷, partenariats entre l'Italie et la Libye (1998).

II. Algérie et les relations intermaghrébines : Intégration ou rivalités ?

L'intégration régionale : une contrainte extérieure ?

¹⁵ « Le Maghreb, le leadership en question ». Commissariat Général du Plan, Groupe Méditerranée, 7 mars 1997
¹⁶ CSI, Maghreb Roundtable, February 2006
¹⁷ Qui s'est traduit par un contrat d'armement de 3,5 milliards de dollars (40 chasseurs Mig 29 SMT, 28 chasseurs Su-30Mk, 16 yak-130, 8 groupes de missiles anti-aériens S-300 PMU et de 40 chars T-90). El Watan, 11 mars 2006.

En fait, le Partenariat euro-méditerranéen n'est pas parvenu à favoriser les échanges Sud-Sud au sein de la zone, il a permis la consolidation d'une zone de confiance entre les pays composants 5+5 utile dans le dialogue nécessaire pour faire face aux défis migratoires ou aux menaces terroristes. En l'absence de véritable partenariat euro-maghrébin avec comme perspective une « intégration renforcée »¹⁸ de cette région, les Etats d'Afrique du Nord ne basculeront pas dans une politique d'intégration régionale de leur plein gré pour des raisons à la fois historiques mais aussi économiques. Si le Sahara Occidental constitue un excellent exemple de contentieux historique entre le Maroc et l'Algérie pour le leadership politique régional, il est probable que les contentieux de demain s'articulent autour du leadership économique avec le secteur énergétique au cœur des nouvelles tensions.

Algérie/Libye : un avenir non complémentaire ?

Si le nationalisme arabe de Qadhafi s'expliquait par l'influence du président Nasser¹⁹, le modèle d'industrie pétrolière à bâtir provenait du modèle algérien²⁰. Pour parvenir à suivre le modèle algérien, Destanne de Bernis précisait : « La Libye n'a eu au départ ni expérience, ni background industriel. Elle aurait à forger de toutes pièces une population au plus haut niveau technique et scientifique ».

Dès l'arrivée de Qadhafi au pouvoir, une coopération dans le secteur des hydrocarbures a été lancée entre l'Algérie et la Libye. Dans les années soixante-dix, face aux compagnies étrangères, les deux pays envisageaient de constituer un front unique pour défendre leurs positions et intérêts et de coordonner leurs efforts pour développer davantage leurs économies nationales. Une coopération s'est instaurée entre la SONATRACH et la LIPETCO (la lipetco deviendra en 1970 la Linoco et finalement en 1972 la NOC) en matière d'échanges d'informations, de techniciens, d'experts. Il a été envisagé la création de sociétés mixtes pour la recherche, la production et le transport de pétrole. En fait, les dirigeants de la NOC vont s'inspirer de la Sonatrach et en faire un instrument de l'Etat dans sa politique de reprise du pouvoir sur les richesses nationales naturelles. La NOC va s'inspirer des trois efforts de la Sonatrach pour s'affranchir des compagnies étrangères : augmenter les investissements, développer l'engineering afin de réduire la dépendance et exiger l'utilisation maximale de produits susceptibles d'être fabriqués sur place, développer les services. En 1971 la nationalisation des gisements de gaz et des canalisations de transports, et l'augmentation de ses parts à la hauteur de 51% fait que la Sonatrach dispose de la production de pétrole et de la totalité de la production de gaz. L'objectif de la Libye était de parvenir à un développement économique fondé sur le contrôle des ressources sur le modèle de l'Algérie de Boumediene (1965-1979).

Dans les années quatre-vingts, la Sonatrach et la NOC vont signer des accords de coopération. Le 11 novembre 1988, l'Algérie et La Libye signent un accord permettant la création de deux joint ventures : The Arab Libyan-Algerian Exploration and Production Company (ALEPCO), chargée de l'exploitation du pétrole (oil exploration) et la Libyan-Algerian Geophysics Company (LAGC). Cette coopération a eu pour résultat la découverte d'un gisement de pétrole à Oued Merabia, en 1994, au nord ouest de l'Algérie dans le champ de Hassi Messaoud. En novembre 1999, la Sonatrach et la NOC envisagent l'exploitation commune de Blocks, en bordure de la frontière des deux pays, dans le cadre d'une joint venture²¹. La Libye était soucieuse de développer son réseau de transport et des accords de coopération sont signés avec l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte. Des sociétés communes sont créées (Arab Maghreb Company for Gas and Transportation, Libyan Arab Algerian company for Exploration and production, Algerian Libyan Company for Geophysics inc, Arab Company For Engineering Consult). Ces accords ne se traduisent pas par l'émergence d'un partenariat profitable aux deux Etats. Mais l'Algérie comme la Libye ont échoué économiquement et se retrouvent, paradoxalement, en concurrence pour approvisionner l'Europe.

Ces deux pays ont des réserves de gaz considérables et font de l'Europe leur débouché principal. La Libye a un très net retard en matière d'exploitation de son gaz. L'Algérie avait commencé l'exploitation, la production et la commercialisation de son gaz dès les années soixante-dix, alors que la Libye n'a véritablement commencé qu'en 1990. Le déficit en matière d'infrastructure gazière en Libye est considérable au regard des infrastructures algériennes. Cela dit, la compagnie italienne Agip œuvre à un rapprochement du secteur gazier en Afrique du Nord, son objectif à travers la Agip North Africa and Middle East Ltd est de parvenir à faire converger les politiques énergétiques algériennes et libyennes²².

Prenant exemple sur la politique française en Algérie, l'Italie ambitionne de devenir le « parrain » de la nouvelle Libye. Elle dispose pour cela d'atouts considérables. En effet, à travers sa société pétrolière Agip, elle mène depuis des décennies un partenariat privilégié avec la Libye. Face aux besoins énergétiques de l'Europe, l'Italie œuvre en Afrique du Nord à la convergence des fournisseurs de gaz algériens et libyens.

¹⁸ Les carnets du CAP, « Frontières de l'Europe », printemps 2006, p. 83

¹⁹ Paul Balta, Le Grand Maghreb : des indépendances à l'an 2000. Paris : La découverte, 1990.

²⁰ G. Destane de Bernis, « La Libye et l'Algérie : stratégies de développement comparées », Annuaire de l'Afrique du Nord. Paris : CNRS, 1971

²¹ Voir "Algeria" dans Arab Oil and Gas Directory, 2000

²² Dans le domaine gazier c'est la compagnie Agip en collaboration avec la NOC qui est la mieux intégrée dans le projet libyen West Libya Gas Project. En 1999, un accord est signé entre la NOC et AGIP (Agip North Africa) pour la réalisation d'un investissement de 5,5 milliards de dollars. Le projet consiste à exporter le gaz libyen vers l'Italie via la Sicile. Voir Mathaba.net news

La Libye a un intérêt évident à rallier une partie de ces champs gaziers aux réseaux de transport algériens. L'Algérie a-t-elle intérêt à voir se développer une telle synergie ? Si, sur le court terme, l'Algérie peut être inquiète de voir émerger un autre fournisseur de gaz en Afrique du Nord, sur le long terme, elle peut exploiter sa position dominante en devenant un véritable poumon d'exportation de gaz vers l'Europe à travers le Gazoduc Euro Méditerranée. La construction de 1385 km de gazoduc de Hassi R'Mel jusqu'à Cordoba, en Espagne, via le Maroc démontre, qu'en dépit des relations conflictuelles entre le Maroc et l'Algérie, la convergence des intérêts à primé. Aussi, la Libye et l'Algérie ont un intérêt évident à faire converger leurs intérêts sur le marché international du Gaz. Au regard des expériences passées dans le domaine du pétrole, la Sonatrach et la Noc ont agi de concert pour asseoir et conforter leurs positions. Dans cette perspective, on peut parier que le succès de ces compagnies dans le domaine pétrolier se reproduise dans le domaine du gaz.

En fait, la construction d'un espace euro-méditerranéen contraint progressivement les pays du sud de la Méditerranée à mettre en place des politiques convergentes. L'exemple de la construction du GME démontre que la mise en place d'un espace régional a des conséquences sur les relations bilatérales des pays (en l'occurrence Maroc et Algérie).

La Libye est un pays fournisseur de gaz inséré dans l'espace euro méditerranéen. La Déclaration ministérielle du Forum euro-med sur l'énergie, en mai 2003, soulignait la nécessité entre 2003 et 2006 de parachever « l'anneau gazier euro-méditerranéen » en renforçant son soutien aux projets suivants²³ :

- gazoduc approvisionnant l'Espagne et la France à partir de l'Algérie
- gazoduc approvisionnant l'Italie et la France à partir de l'Algérie
- gazoduc partant de la Libye pour desservir l'Italie (passant par Malte)
- interconnexion gazière entre l'Egypte, la Libye et la Tunisie

Les facteurs qui oeuvrent de fait à l'intégration d'une région s'articulent autour de la sécurité et de l'énergie. L'intégration progressive des forces armées des pays de la région dans une architecture régionale de défense (Dialogue Otan-Méditerranée) est à même d'éloigner le spectre d'un conflit direct dans la région mais non d'articuler véritablement un projet d'intégration. De même, l'anneau gazier euro méditerranéen contraint les pays de la région à un minimum d'entente afin de favoriser le transit, dans les meilleures conditions, des hydrocarbures vers l'Europe, mais sans conséquences sur l'édification d'une intégration régionale. Il nous reste à analyser maintenant les perceptions de la région et à comprendre les facteurs mis en avant pour expliquer l'échec de son intégration régionale.

23 Euromed Report, 23 mai 2003, http://www.europa.eu.int/comm/external_relations/euromed/publication.htm/

III. Analyse des données

Le projet d'intégration régionale, à travers l'UMA, apparaît, 17 ans après sa création, très flou pour la majorité de nos enquêtés (60%) et négatif pour 19%. L'image de cette organisation n'est claire pour personne (0%) ! S'il était clair qu'à l'origine le projet se voulait un partenariat économique et humain, 69% sont incapables de citer une réalisation de l'UMA depuis sa création. Pourtant, l'enquête montre quelques convictions sur la région : celle-ci est perçue comme riche (88%). L'Islam est le symbole le plus importante du Maghreb (30%), cette religion transcende les particularismes nationaux et régionaux. La langue représente la deuxième unité du Maghreb (20%) et 41% attendent de l'UMA qu'elle œuvre au « rapprochement entre les peuples ». Pour 64%, l'UMA forme une région spécifique qui est symbolisée par sa religion, sa langue (arabe) et sa culture commune. L'idée de faire partie d'une région commune est forte. 64% acceptent de se définir comme maghrébin tout en précisant leur fierté d'être « Algérien musulman ».

La nécessité pour l'Algérie de s'intégrer dans un ensemble régional apparaît comme une représentation commune. Dans cette perspective, les Etats de l'Afrique du Nord sont contraints, sous le coup de boutoir de la mondialisation, d'œuvrer à leur intégration régionale. Durant la période coloniale, la nécessité de s'unir était fondée sur la lutte contre la domination coloniale, à la fin de la décennie quatre vingt, sur le constat d'une coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme. A l'aube du XXI siècle, c'est la mondialisation qui fait office de bouc émissaire. Or, l'urgence domine pour trouver des fondements à un projet d'intégration tant la région est parcourue de sentiments ambivalents qui font que 39% de nos enquêtés pensent qu'une guerre est possible entre Etats de l'Afrique du Nord !

Intégration régionale et mondialisation

Le projet d'intégration régionale en Afrique du Nord est perçu comme une contrainte régionale pour 30% des sondés. Ce sentiment s'explique par la nécessité de s'unir face aux transformations du système international. Les entretiens non directifs réalisés en complément de l'enquête auprès des militants de base des partis politiques le soulignent très précisément.

Ainsi pour un militant du FFS : « Le monde tend à se coaliser au niveau économique, politique et géostratégique...de ce point de vue, ça ne va pas réussir si on fait notre bout de chemin seul ». On retrouve ce raisonnement chez un militant du MSP (Hamas) : « Avec la mondialisation, nous sommes obligés de nous coaliser, le monde entier se coalise...les pays de l'UMA négocient individuellement, je cite le cas des accords d'associations et de l'OMC. Or, pour être puissante, l'Algérie doit avoir une UMA forte... ». L'usage du terme « coaliser » fait clairement référence aux coalitions armées qui, sous la bannière des USA, luttent en Irak ou en Afghanistan.

Le sentiment que l'Etat nation, l'Algérie en particulier, ne peut prospérer hors d'un cadre régional élargi se retrouve également chez un militant d'En Nahda : « Je crois à une chose, avec l'avenir du monde, dans la conjoncture, il faut l'existence d'Etats continents et de groupes politiques. Notre avantage, c'est l'existence de l'unité culturelle et linguistique, une base que les européens n'ont pas ». La conviction des militants se retrouve également auprès de nos enquêtés.

Aussi, s'ils avaient à voter pour un traité de libre échange, 41% des enquêtés voteraient pour un traité entre les pays d'Afrique du Nord, 40% avec l'UE, 18% avec les Etats arabes²⁴ et 1% avec les Etats-Unis. D'ailleurs, ils sont 36% à souhaiter que l'Afrique du Nord ressemble à l'UE dans 25 ans. Et cela, en dépit du fait que l'UE soit perçue comme très faiblement engagée en Afrique du Nord : 48% pensent qu'elle investit peu et 39% pas du tout dans la région ! Le Partenariat euro-méditerranéen n'est pas encore parvenu à mieux faire connaître son engagement dans la région. Même si l'UE est citée à titre d'exemple à suivre :

« Le MSP croit que l'UMA est importante, c'est l'union de la oumma...l'UMA est une étape vers la oumma, c'est une croyance chez nous au Hamas, il faut dépasser les divergences, aller vers une union à l'exemple de l'UE ». (Militant du MSP).

Il y a un consensus sur la nécessité d'œuvrer à l'intégration d'une région. L'idée que l'Algérie « vu ses moyens et ses richesses, peut faire son chemin seule » n'est pas partagée et cela en dépit du préjugé que procure la rente pétrolière sur l'autonomie des ressources de l'Etat et sa capacité à œuvrer au développement du pays. Cependant, l'image que donne le gouvernement algérien auprès des enquêtés est celle d'un Etat préoccupé d'abord par les problèmes intérieurs. Aussi, il s'agit d'abord de « faire des réformes politiques et économiques » (36%) et de favoriser la réconciliation après les violences de la décennie quatre-vingt-dix (30%).

24 La Grande Zone Arabe de Libre Echange (GZALE), février 1997

25 Une étude réalisée par le Haut Commissariat au Plan du Royaume du Maroc sur la « Perception par les jeunes Marocains du Maroc en 2030 » souligne que sur 11 titres traitant des relations Maroc/Algérie, 8 évoquent une réconciliation et 3 soulèvent « le déclenchement d'une guerre entre les deux pays ». juillet 2006

Seulement 21% pensent que le gouvernement « œuvre à la construction » d'une intégration régionale. Cela dit, le président algérien, Abdelaziz Bouteflika est perçu comme le dirigeant politique algérien le plus favorable à l'UMA (53%) ; de même, le FLN apparaît pour 58% comme le parti politique le plus engagé dans la construction de l'UMA. Pour les autres partis, l'UMA est un handicap à l'intégration régionale car cette organisation ampute l'Afrique du Nord de la pluralité de sa dimension identitaire (Amazighité) et n'obéit pas à un processus démocratique mais bureaucratique.

-Pour une minorité, l'échec est dû au fondement même de l'UMA, qui repose sur le concept de l'arabité (« l'UMA, une étape vers l'oumma »). Un militant du FFS : « je m'oppose à ce sigle de l'UMA, ne me parlez plus de cela, je vous en prie... ». Quant à un militant du Parti des Travailleurs : « Il y a des peuples en Afrique du Nord, on rejette l'ensemble régional et l'ensemble politique qu'est l'UMA...il faut dépasser l'appellation UMA, sinon, ça ne va pas réussir...On est beaucoup plus pour l'ENA (Etoile Nord Africaine) ».

-Pour la grande majorité, le blocage de la région est dû au conflit du Sahara Occidental (74%) qui paralyse les relations entre les deux principaux Etats de la région : Algérie et Maroc. Pour nos enquêtés, la tension entre l'Algérie et le Maroc relève de la responsabilité des « dirigeants » (58%). L'idée qu'entre les deux peuples il y a entente mais que c'est au niveau des décideurs politiques que se construit l'hostilité est présente dans l'enquête. D'ailleurs 54% des enquêtés soulignent que le pays d'Afrique du Nord avec lequel ils se sentent le plus proche est le Maroc ! Bien que 36% soulignent qu'une guerre soit possible entre les deux Etats²⁵... 38% pensent que pour sortir de son impasse, la région a besoin de « dirigeants intègres et compétents ».

Ce problème apparaît comme insupportable au regard du développement de la pauvreté dans la région et de sa conséquence : le projet migratoire. Le blocage de la région pénalise l'Algérie et le Maroc bien plus que les autres membres de l'UMA en raison de leur démographie et de l'échec de leur développement économique. La manne pétrolière ne se traduit pas en Algérie par une amélioration des conditions sociales comme le démontrent plusieurs enquêtes et la montée en puissance de la production de haschich est vitale pour des centaines de milliers de famille du Rif. Le sentiment que les dirigeants maghrébins ne céderont pas d'un pouce leurs positions diplomatiques amène certains à penser, comme un militant du FLN, qu'il faut imposer l'intégration régionale : « L'UE doit imposer l'intégration de cette région, il faut des pressions extérieures sur les régimes en place, mais pas sur la population qui est confrontée au chômage, à la misère et au manque de logement. La question sociale se pose. Les gens demandent des visas pour partir...les harraguas mettent leur vie en danger pour fuir la misère au péril de leur vie, affrontant les barbelés et les dangers divers ».

Une autre alternative à l'imposition de la région est l'espoir de voir se développer une démocratisation de la région et donc une meilleure prise en compte des populations dans les choix politiques des dirigeants.

Pour 54%, la démocratie est ce qui manque le plus au Maghreb, suivie de la confiance (31%). Dans l'enquête, la revendication démocratique est constamment présente. Son absence explique l'échec de l'intégration régionale, du développement économique, des conflits liés aux frontières. L'absence de confiance, de concertation, de projets communs dans la région, fondés sur des valeurs communes, est à la base de nombreuses explications sur l'état de la région.

Le discrédit de la scène politique intérieure amène 88% des enquêtés à favoriser la création d'un parlement maghrébin élu démocratiquement. Comment interpréter ce souhait ? Le sentiment que des députés élus démocratiquement seraient à même de trouver avec leurs homologues maghrébins les moyens de solutionner des problèmes de la région de façon concertée explique ce résultat. Ce parlement mettrait fin aux manipulations auxquelles se livrent les « dirigeants » politiques. Dans cette perspective, ils sont 35% à attribuer à ce parlement le droit d'exécuter des projets (rarement réalisés par les gouvernements respectifs) ; pour 21% il contrôlerait les décisions politiques des gouvernements et pour 14% il défendrait la société civile.

Les entretiens auprès des militants de base des partis politiques algériens font de l'instauration de la démocratie l'un des impératifs à réaliser : « La démocratisation des

Le blocage de l'UMA : le Sahara Occidental

La démocratie comme voie de sortie : la création d'un parlement maghrébin

régimes en place, installer une vraie démocratie ». (Militant du MSP) ; « Ecoutez, Ait Ahmed appartient à une génération d'hommes avec Bourguiba et A. El Fassi, la quintessence de leurs pensées était l'union dans tous les domaines pour se décoloniser. Donc à ce jour, le FFS a fait de cette vision la sienne, pour se libérer des régimes autoritaires. Hier, c'était pour se décoloniser...aujourd'hui, c'est pour se libérer des régimes autoritaires et pour l'instauration de la démocratie ». (Militant FFS) ; « A la base, on ne parle plus de cette UMA, il y a des militants de base qui ne connaissent même pas ce sigle, les gens qui n'ont pas été à l'école n'en parlant pas ! Depuis 1989, rien n'est fait, c'est le point de départ, rien n'a démarré. Tant qu'on n'aura pas une vraie démocratie...c'est impossible, pour moi, à réaliser. Tant que les décideurs ne sont pas démocrates, il n'y rien à réaliser ! ». (Militant du FLN) ; « Avec la démocratie, on peut tout avoir au Maghreb ». (Militant RCD) ; « Tant qu'il n'y a pas d'institutions démocratiques...C'est le peuple qui doit être au pouvoir, ce processus ne vient pas du jour au lendemain, il faut changer les mentalités...Il faut qu'on pense à une démocratisation à l'occidentale, mais spécifique à nous. ». (Militant El Islah)

Sans démocratie, aucun changement de fond n'est possible, tel est le sentiment des enquêtés. Car 58% pensent que les problèmes entre l'Algérie et le Maroc s'expliquent par l'incapacité des dirigeants à s'entendre et 35% pointent l'histoire (principalement la colonisation) comme facteur explicatif. Aussi, le sentiment majoritaire est que la solution se trouve dans le changement de dirigeants et, particulièrement, dans l'installation de la démocratie.

Algérie et son environnement régional

Si l'UMA représente cinq pays d'Afrique du Nord, pour nos enquêtés, la Libye et la Mauritanie constituent les pays avec lesquels ils se sentent les moins proches. Alors que le Maroc est perçu par 54% des enquêtés comme le plus proche, suivi de la Tunisie par 36%. Aussi, à la question : recommanderiez-vous à un proche d'aller étudier ou travailler dans un pays de l'UMA ? : 54% répondent par l'affirmative. Ils iraient étudier en Tunisie (35%) et travailler au Maroc (19%). On peut également voir là les besoins de migrer qu'ont les individus confrontés à une situation économique difficile en Algérie.

Cela dit, l'image de la Tunisie comme un pays européen se dessine : autoritaire mais moderne. Lorsqu'un militant du FLN fait le bilan de l'UMA, il souligne que : « Si on fait le bilan de l'UMA de 1989 à 2006, on dirait qu'il est négatif, finalement, c'est pour diviser. Regardez, les frontières sont fermées, la Tunisie adopte un régime de type européen. Kadhafi change constamment d'avis et de position. Il y a toujours le problème du Sahara. L'Algérie adopte les mêmes positions depuis 1975, de même pour le Maroc ».

Sur le plan officiel donc, rien ne semble avoir changé. Bien que 78% des enquêtés souhaitent la réouverture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc et que 85% soient favorables à une monnaie unique (le dinar maghrébin : 65%).

Le sentiment que l'avenir économique de l'Algérie est lié au développement d'une zone régionale est importante : 50% pensent que oui. Le paradoxe est que 58% pensent que le FLN est le parti le plus favorable à l'UMA et que le président A. Bouteflika est le dirigeant algérien le plus favorable à la construction d'une zone régionale (53% et seulement 10% pour Chadli Bendjedid). Bien évidemment, ces résultats s'expliquent par le contrôle des principaux médias qui accordent une place disproportionnée au président actuel.

La perception que l'Algérie est « centrale » dans la région est très forte. Pour 51%, l'hypothétique parlement maghrébin devrait siéger en Algérie car pour 71%, la position de l'Algérie au sein de l'UMA est très importante. On peut penser que le gouvernement algérien puisse tirer un bénéfice diplomatique de la scène maghrébine car sa population pense qu'il a un rôle importante à jouer. Pourtant, ils sont seulement 14% à penser que l'Algérie adhère à l'UMA par intérêt diplomatique.

Les faits saillants de l'enquête :

- L'enquête montre que l'intégration régionale est perçue comme nécessaire pour le développement politique et économique de la région et en particulier de l'Algérie.
- Elle souligne que le blocage de la région n'est pas dû au conflit du Sahara Occidental mais à l'incapacité des dirigeants maghrébins de s'entendre. Le conflit du Sahara étant un prétexte pour s'ignorer.
- Elle montre que seule la démocratisation des régimes est à même de permettre l'intégration régionale.
- Les dirigeants du Maghreb, et donc de l'Algérie, sont perçus comme incapables de développer une relation de confiance susceptible de favoriser une attitude constructive et consensuelle sur les intérêts communs de la région.
- Le risque d'un conflit entre le Maroc et l'Algérie apparaît comme possible.
- L'UE doit œuvrer plus fortement pour l'intégration régionale du Maghreb.
- Il résulte de ce constat que l'UMA apparaît comme une organisation incapable de répondre aux nouvelles aspirations que sont la démocratie et les revendications identitaires. Prisonnière des problématiques passées (les frontières, le nationalisme, leadership régional) l'UMA apparaît comme une organisation déconnectée des nouvelles tendances politiques.
- Enfin, à la différence de la construction de l'UE, l'intégration régionale est attendue par le « peuple » mais ignorée par des dirigeants qui n'ont pas de comptes électoraux à rendre.

IV. Résultats de l'enquête

I. Répartition des enquêtés selon l'âge, le sexe, la profession et le niveau d'étude.

TOTAL	Nombre de personnes	%
TOTAL	80	100%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	52	65,8%
Plus de 50 ans	27	34,2%
Pas de réponse	1	1,3%
TOTAL	80	100%
Age Moyen		
	40,7	
SEXE		
Masculin	56	70%
Féminin	24	30%
TOTAL	80	100%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	12	15%
Ouvrier	1	1%
Cadres	35	44%
Paysans	9	11%
Commerçants	11	14%
Employés	12	15%
TOTAL	80	100%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	Nombre de personnes	1%
Elémentaire	Nombre de personnes	5%
Secondaire	Nombre de personnes	31%
Universitaire	Nombre de personnes	60%
Pas de réponse	Nombre de personnes	3%
TOTAL	Nombre de personnes	100%
LANGUES		
Arabophone	69	86%
Francophone	69	86%
Berbérophone	28	35%
Anglophone	4	5%
Quelle est votre principale source d'information ?		
Presse	52	65%
Télévision	63	79%
Radio	22	28%
Internet	23	29%
Pas de réponse	3	4%

1. Connaissez-vous l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	77	96%
NON	3	4%
TOTAL	80	100%

Tableau 1

2. Si oui, comment en avez-vous pris connaissance ? Comment en avez-vous entendu parler ?	Nombre de personnes	%
Médias	21	26%
Télévision	23	29%
Journaux / Presse	17	21%
Sommet de l'UMA à Zéralda	10	13%
Les études	6	8%
Autres	4	5%
Pas de réponse/Je ne sais pas	8	10%

Tableau 2

3. Vous sentez-vous personnellement intéressé/concerné par l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	61	76%
NON	18	23%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%

Tableau 3

3. Vous sentez-vous personnellement intéressé/concerné par l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	61	76%
SEXE		
Masculin	43	54%
Féminin	18	23%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	40	50,6%
Plus de 50 ans	21	26,6%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	6	8%
Ouvrier	1	1%
Cadres	28	35%
Paysans	6	8%
Commerçants	9	11%
Employés	11	14%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	4	5%
Secondaire	18	23%
Universitaire	37	46%
Pas de réponse	1	1%

Croisement

3. Vous sentez-vous personnellement intéressé/concerné par l'UMA ?	Nombre de personnes	%
NON	18	23%
SEXE		
Masculin	12	15%
Féminin	6	8%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	12	15,2%
Plus de 50 ans	5	6,3%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	6	8%
Ouvrier	0	0%
Cadres	6	8%
Paysans	3	4%
Shopkeepers	2	3%
Employés	1	1%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	7	9%
Universitaire	10	13%
Pas de réponse	1	1%
4. Quels sont les pays qui font partie de l'UMA ?		
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie	50	63%
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie, R.A.S.D.	6	8%
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye	6	8%
Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie, R.A.S.D.	2	3%
Autres réponses	12	15%
Je ne sais pas	4	5%
TOTAL	80	100%
5. Savez-vous si l'Algérie a déjà eu la présidence de l'UMA ?		
OUI	60	75%
NON	19	24%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%
5. Savez-vous si l'Algérie a déjà eu la présidence de l'UMA ?		
OUI	60	75%
SEXE		
Masculin	45	56%
Féminin	15	19%

Tableau 4

Tableau 5

Croisement

AGE		
Entre 18 et 49 ans	38	48,1%
Plus de 50 ans	21	26,6%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	10	13%
Ouvrier	1	1%
Cadres	27	34%
Paysans	6	8%
Commerçants	9	11%
Employés	7	9%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	4	5%
Secondaire	19	24%
Universitaire	37	46%
Pas de réponse	0	0%
5. Savez-vous si l'Algérie a déjà eu la présidence de l'UMA ?		
	Nombre de personnes	%
NON	19	24%
SEXE		
Masculin	11	14%
Féminin	8	10%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	13	16,5%
Plus de 50 ans	6	7,6%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	2	3%
Ouvrier	0	0%
Cadres	7	9%
Paysans	3	4%
Commerçants	2	3%
Employés	5	6%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	5	6%
Universitaire	11	14%
Pas de réponse	2	3%
6. Savez-vous quel est le pays qui préside actuellement l'UMA ?		
	Nombre de personnes	%
OUI	33	41%
NON	43	54%
Pas de réponse	4	5%
TOTAL	80	100%

Tableau 6

Croisement

6. Savez-vous quel est le pays qui préside actuellement l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	33	41%
SEXE		
Masculin	28	35%
Féminin	5	6%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	23	29,1%
Plus de 50 ans	10	12,7%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	4	5%
Ouvrier	1	1%
Executives	16	20%
Paysans	3	4%
Commerçants	5	6%
Employés	4	5%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	3	4%
Secondaire	9	11%
Universitaire	21	26%
Pas de réponse	0	0%
6. Savez-vous quel est le pays qui préside actuellement l'UMA ?	Nombre de personnes	%
NON	43	54%
SEXE		
Masculin	25	31%
Féminin	18	23%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	27	34,2%
Plus de 50 ans	15	19%
Pas de réponse	1	1,3%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	7	9%
Ouvrier	0	0%
Executives	18	23%
Paysans	4	5%
Commerçants	6	8%
Employés	8	10%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	15	19%
Universitaire	26	33%
Pas de réponse	1	1%

Tableau 7

7. Quelle est, selon vous, l'image de l'UMA en Algérie ?	Nombre de personnes	%
Positive	16	20%
Négative	15	19%
Floue	48	60%
Claire	0	0%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%
7. Quelle est, selon vous, l'image de l'UMA en Algérie ?		
POSITIVE	16	20%
SEXE		
Masculin	10	13%
Féminin	6	8%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	7	8,9%
Plus de 50 ans	8	10,1%
Pas de réponse	1	1,3%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	3	4%
Ouvrier	0	0%
Cadres	5	6%
Paysans	3	4%
Commerçants	4	5%
Employés	1	1%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	7	9%
Universitaire	8	10%
Pas de réponse	0	0%
7. Quelle est, selon vous, l'image de l'UMA en Algérie ?		
Négative	15	19%
SEXE		
Masculin	14	18%
Féminin	1	1%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	8	10,1%
Plus de 50 ans	7	8,9%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	3	4%
Ouvrier	1	1%
Cadres	4	5%

Croisement

Paysans	3	4%
Commerçants	3	4%
Employés	1	1%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	7	9%
Universitaire	6	8%
Pas de réponse	0	0%
7. Quelle est, selon vous, l'image de l'UMA en Algérie ?		
	Nombre de personnes	%
Floue	48	60%
SEXE		
Masculin	31	39%
Féminin	17	21%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	37	46,8%
Plus de 50 ans	11	13,9%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	6	8%
Ouvrier	0	0%
Cadres	26	33%
Paysans	2	3%
Commerçants	4	5%
Employés	10	13%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	2	3%
Secondaire	11	14%
Universitaire	34	43%
Pas de réponse	1	1%
8. Quel est selon vous l'objectif de l'UMA ?		
	Nombre de personnes	%
Un partenariat de politique et de sécurité	12	15%
Un partenariat économique et financier	42	53%
Un partenariat culturel, social et humain	23	29%
Pas de réponse	3	4%
TOTAL	80	100%

Tableau 8

Croisement

8. Quel est selon vous l'objectif de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
A partnership in the fields of politics and security	12	15%
SEXE		
Masculin	8	10%
Féminin	4	5%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	6	7,6%
Plus de 50 ans	6	7,6%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	1	1%
Ouvrier	0	0%
Cadres	6	8%
Paysans	2	3%
Commerçants	3	4%
Employés	0	0%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	5	6%
Universitaire	6	8%
Pas de réponse	0	0%
8. Quel est selon vous l'objectif de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Un partenariat culturel, social et humain	42	53%
SEXE		
Masculin	30	38%
Féminin	12	15%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	29	36,7%
Plus de 50 ans	12	15,2%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	7	9%
Ouvrier	0	0%
Cadres	18	23%
Paysans	3	4%
Commerçants	6	8%
Employés	8	10%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	12	15%
Universitaire	29	36%
Pas de réponse	0	0%

8. Quel est selon vous l'objectif de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Un partenariat culturel, social et humain	23	29%
SEXE		
Masculin	15	19%
Féminin	8	10%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	17	21,5%
Plus de 50 ans	6	7,6%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	4	5%
Ouvrier	1	1%
Cadres	11	14%
Paysans	1	1%
Commerçants	2	3%
Employés	4	5%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	8	10%
Universitaire	13	16%
Pas de réponse	1	1%
9. Etes-vous satisfait de la politique de l'UMA ?		
+Très satisfait	2	3%
Satisfait	4	5%
Moyennement satisfait	15	19%
Pas satisfait	16	20%
-Pas du tout satisfait	37	46%
Pas de réponse	6	8%
TOTAL	80	100%
10. La position de l'Algérie au sein de l'UMA est-elle?		
+Très importante	57	71%
Assez importante	12	15%
-Pas importante	10	13%
Je ne sais pas	1	1%
TOTAL	80	100%
11. Selon vous pourquoi l'Algérie adhère-t-elle à l'UMA ?		
Intérêt économique	25	31%
Intérêt diplomatique	11	14%
Raison historique	19	24%
Une contrainte régionale	24	30%
Je ne sais pas	1	1%
TOTAL	80	100%

Tableau 9

Tableau 10

Tableau 11

12. Qu'attendez vous de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Rien / pas grand chose	14	18%
La création d'un marché régional	27	34%
La libre circulation	6	8%
Un rapprochement entre les peuples	33	41%
TOTAL	80	100%

Tableau 12

13. Pouvez-vous citer au moins trois réalisations de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Création d'une banque	5	6%
Echanges de produits agricoles	4	5%
Le parlement maghrébin	4	5%
L'autoroute	4	5%
Réponses multiples	6	8%
Aucune réalisation / Je ne sais pas	55	69%
Pas de réponse	6	8%

Tableau 13

14. L'avenir de l'Algérie est-il lié au succès de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	40	50%
NON	37	46%
Pas de réponse	3	4%
TOTAL	80	100%

Tableau 14

15. Quels sont, selon vous, les priorités de l'Algérie aujourd'hui ?	Nombre de personnes	%
Œuvrer à la construction de l'UMA	17	21%
Chercher à intégrer l'UE	9	11%
Faire des réformes politiques et économiques	29	36%
Se réconcilier après les violences	24	30%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%

Tableau 15

16. Quel est selon vous le parti politique algérien le plus favorable à l'UMA ?	Nombre de personnes	%
FLN	46	58%
FFS	10	13%
PT	0	0%
RCD	1	1%
RND	3	4%
El Islah / MRN / MI	2	3%
Hamas / HMS / MSP	1	1%
FNA	0	0%
PRA	0	0%
MEN	0	0%
MDA	0	0%
Pas de réponse	17	21%
TOTAL	80	100%

Tableau 16

Croisement

16. Quel est selon vous le parti politique algérien le plus favorable à l'UMA ?	Nombre de personnes	%
FLN	46	58%
SEXE		
Masculin	37	46%
Féminin	9	11%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	30	38%
Plus de 50 ans	15	19%
Pas de réponse	1	1,3%
NIVEAU D'ETUDE		
Chômeurs	6	8%
Ouvrier	1	1%
Cadres	20	25%
Paysans	5	6%
Commerçants	6	8%
Employés	8	10%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	2	3%
Secondaire	18	23%
Universitaire	25	31%
Pas de réponse	1	1%
17. Quel est le dirigeant algérien le plus favorable à l'UMA ?		
Bouteflika	42	53%
Ibrahimi	3	4%
Houari Boumediene	3	4%
Chadli Bendjedid	8	10%
Belkhadem	3	4%
Boudhiaf	2	3%
Autres	6	8%
Aucune réalisation / Je ne sais pas	10	13%
Pas de réponse	3	4%
TOTAL	80	100%
18. Quel dirigeant maghrébin, passé ou présent, symbolise le plus pour vous l'Union du Maghreb ?		
Bouteflika	27	34%
Houari Boumediene	7	9%
M Kadhafi	6	8%
Zine el Abidine Ben Ali	2	3%
Hassan II	2	3%
Chadhli Bendjedid	2	3%
Autres	8	10%

Tableau 17

Tableau 18

Aucun / Je ne sais pas	19	24%
Pas de réponse	7	9%
TOTAL	80	100%
1. Selon vous, quel est le principal blocage touchant le développement de l'UMA ?		
	Nombre de personnes	%
Le problème du Sahara	26	33%
Les dirigeants	25	31%
Les relations, Manque de confiance	9	11%
Réponses multiples	15	19%
Pas de réponse	5	6%
TOTAL	80	100%
1. Selon vous, quel est le principal blocage touchant le développement de l'UMA ?		
	Nombre de personnes	%
Le problème du Sahara	26	33%
SEXE		
Masculin	19	24%
Féminin	7	9%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	19	24,1%
Plus de 50 ans	6	7,6%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	3	4%
Ouvrier	0	0%
Cadres	15	19%
Paysans	3	4%
Commerçants	1	1%
Employés	4	5%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	6	8%
Universitaire	19	24%
Pas de réponse	0	0%
1. Selon vous, quel est le principal blocage touchant le développement de l'UMA ?		
	Nombre de personnes	%
Les dirigeants	25	31%
SEXE		
Masculin	19	24%
Féminin	6	8%

II. Explication

Tableau 1

Croisement

AGE		
Entre 18 et 49 ans	16	20,3%
Plus de 50 ans	9	11,4%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	6	8%
Ouvrier	0	0%
Cadres	8	10%
Paysans	5	6%
Commerçants	4	5%
Employés	3	4%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	3	4%
Secondaire	6	8%
Universitaire	14	18%
Pas de réponse	1	1%
1. Selon vous, quel est le principal blocage touchant le développement de l'UMA ?		
Les relations, Manque de confiance	9	11%
SEXE		
Masculin	5	6%
Féminin	4	5%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	4	5,1%
Plus de 50 ans	5	6,3%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	1	1%
Ouvrier	1	1%
Cadres	3	4%
Paysans	2	3%
Commerçants	2	3%
Employés	0	0%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	4	5%
Universitaire	4	5%
Pas de réponse	1	1%

Tableau 2

2. Parmi ces différents facteurs, quel est celui qui bloque le plus la construction de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Le problème du Sahara Occidental	59	74%
La Libye de Qadhafi	1	1%
Le Maroc	5	6%
L'armée algérienne	1	1%
Un problème lié au fonctionnement de l'institution	9	11%
Pas de réponse	3	4%
Autres	2	3%
TOTAL	80	100%

Tableau 3

3. Qu'est-ce qui manque le plus aux pays du Maghreb ?	Nombre de personnes	%
La démocratie	43	54%
Un projet d'avenir	10	13%
Une plus grande confiance	25	31%
Pas de réponse	1	1%
Autres	1	1%
Total	80	100%

Croisement

3. Qu'est-ce qui manque le plus aux pays du Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Démocratie	43	54%
SEXE		
Masculin	34	43%
Féminin	9	11%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	22	27,8%
Plus de 50 ans	21	26,6%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	5	6%
Ouvrier	1	1%
Cadres	20	25%
Paysans	5	6%
Commerçants	9	11%
Employés	3	4%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	3	4%
Secondaire	14	18%
Universitaire	25	31%
Pas de réponse	1	1%

3. Qu'est-ce qui manque le plus aux pays du Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Un projet d'avenir	10	13%
SEXE		
Masculin	6	8%
Féminin	4	5%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	10	12,7%
Plus de 50 ans	0	0%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	2	3%
Ouvrier	0	0%
Cadres	5	6%
Paysans	0	0%
Commerçants	0	0%
Employés	3	4%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	3	4%
Universitaire	7	9%
Pas de réponse	0	0%
3. Qu'est-ce qui manque le plus aux pays du Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Une plus grande confiance	25	31%
SEXE		
Masculin	15	19%
Féminin	10	13%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	19	24,1%
Plus de 50 ans	5	6,3%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	5	6%
Ouvrier	0	0%
Cadres	9	11%
Paysans	4	5%
Commerçants	1	1%
Employés	6	8%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	7	9%
Universitaire	15	19%
Pas de réponse	1	1%

Tableau 4

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Votez en faveur de l'intégration de l'Algérie au sein de l'UE	32	40%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les Etats-Unis	1	1%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les Etats Arabes	14	18%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les pays du Maghreb	33	41%
TOTAL	80	100%

Tableau 5

5. Selon vous l'UMA c'est un projet?	Nombre de personnes	%
Bureaucratique	15	19%
Utile / profitable / porteur	38	48%
Utopique	12	15%
Inutile	8	10%
Pas de réponse	2	3%
Autres	5	6%
TOTAL	80	100%

Tableau 6

6. Recommandez vous à un proche d'aller étudier ou travailler dans un pays de l'UMA?	Nombre de personnes	%
OUI	43	54%
NON	36	45%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%

Si oui, lequel?	Etudier		Travailler	
	Nombre de personnes	%	Nombre de personnes	%
Maroc	15	19%	7	9%
Tunisie	28	35%	22	28%
Libye	3	4%	14	18%
Mauritanie	5	6%	0	0%

	Nombre de personnes	%
Pas de réponse	32	40%

Tableau 7

7. Pensez-vous être assez informés par les médias sur les décisions prises par l'UMA?	Nombre de personnes	%
OUI	15	19%
NON	62	78%
Pas de réponse	3	4%
TOTAL	80	100%

Tableau 8

8. Avez-vous déjà été dans un des pays de l'UMA?	Nombre de personnes	%
OUI	40	50%
NON	39	49%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%
Si oui, le ou lesquels ?		
	Nombre de personnes	%
Maroc	23	29%
Tunisie	33	41%
Libye	7	9%
Mauritanie	0	0%

Tableau 9

9. Quel est le pays de l'UMA avec lequel vous vous sentez le plus proche ?	Nombre de personnes	%
Maroc	43	54%
Tunisie	29	36%
Libye	2	3%
Mauritanie	3	4%
Aucun	1	1%
Pas de réponse	2	3%
TOTAL	80	100%

Tableau 10

10. Quel est le pays de l'UMA avec lequel vous sentez le plus éloigné, le moins d'affinité ?	Nombre de personnes	%
Maroc	9	11%
Tunisie	7	9%
Libye	19	24%
Mauritanie	42	53%
Aucun	1	1%
Pas de réponse	2	3%
TOTAL	80	100%

Tableau 11

11. Une guerre entre les Etats de l'UMA est-elle possible ?	Nombre de personnes	%
OUI	31	39%
NON	48	60%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%
Si oui, le ou lesquels ?		
	Nombre de personnes	%
Algérie/Maroc	29	36%
Algérie/Tunisie	0	0%
Algérie/Libye	2	3%
Algérie/ Mauritanie	0	0%
Je ne sais pas	1	1%

1. Vous définirez-vous comme maghrébin?	Nombre de personnes	%
OUI	54	68%
NON	19	24%
Berbère / Kabyle/ Amazight	4	5%
Pas de réponse	3	4%
TOTAL	80	100%

III. Solution

Tableau 1

2. Quel est selon vous ce qui symbolise le plus le Maghreb?	Nombre de personnes	%
Langues	14	18%
Religion	23	29%
Histoire	9	11%
Culture	14	18%
La position géographique	8	10%
L'Amazighité / Berbérité	7	9%
Autres réponses	1	1%
Pas de réponse	4	5%
TOTAL	80	100%

Tableau 2

3. Selon vous le Maghreb est une région?	Nombre de personnes	%
Riche	70	88%
Pauvre	1	1%
Ni l'une ni l'autre	8	10%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%

Tableau 3

3. Selon vous le Maghreb est une région?	Nombre de personnes	%
Riche	70	88%
SEXE		
Masculin	52	65%
Féminin	18	23%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	47	59,5%
Plus de 50 ans	23	29,1%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	10	13%
Ouvrier	1	1%
Cadres	31	39%
Paysans	8	10%
Commerçants	9	11%
Employés	11	14%

Croisement

NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	4	5%
Secondaire	22	28%
Universitaire	41	51%
Pas de réponse	2	3%
3. Selon vous le Maghreb c'est une région ?	Nombre de personnes	%
Ni l'une ni l'autre	8	10%
SEXE		
Masculin	4	5%
Féminin	4	5%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	4	5,1%
Plus de 50 ans	3	3,8%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	1	1%
Ouvrier	0	0%
Cadres	3	4%
Paysans	1	1%
Commerçants	2	3%
Employés	1	1%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	2	3%
Universitaire	6	8%
Pas de réponse	0	0%
4. A quoi aimeriez-vous que ressemble Maghreb dans 25 ans?	Nombre de personnes	%
UE	25	31%
Etats Unis	8	10%
Au pays du sud-est asiatique	2	3%
Un pays unifié	8	10%
Mieux que les autres	8	10%
Autres réponses	23	29%
Pas de réponse	6	8%
TOTAL	80	100%
5. Etes vous favorables à la réouverture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
OUI	62	78%
NON	17	21%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%

Tableau 4

Tableau 5

Croisement

5. Etes vous favorables à la réouverture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
OUI	62	78%
SEXE		
Masculin	42	53%
Féminin	20	25%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	39	49,4%
Plus de 50 ans	22	27,8%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	8	10%
Ouvrier	1	1%
Cadres	30	38%
Paysans	8	10%
Commerçants	6	8%
Employés	9	11%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	4	5%
Secondaire	18	23%
Universitaire	37	46%
Pas de réponse	2	3%
5. Etes vous favorables à la réouverture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
NON	17	21%
SEXE		
Masculin	14	18%
Féminin	3	4%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	12	15,2%
Plus de 50 ans	5	6,3%
CATEGORIES SOCIALES		
Chômeurs	4	5%
Ouvrier	0	0%
Cadres	4	5%
Paysans	1	1%
Commerçants	5	6%
Employés	3	4%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	7	9%
Universitaire	10	13%
Pas de réponse	0	0%

Tableau 6

6. Etes vous favorable à la création d'un Parlement Maghrébin élu démocratiquement?	Nombre de personnes	%
OUI	70	88%
NON	8	10%
Je ne sais pas	2	3%
TOTAL	80	100%

Tableau 7

7. Quels seraient ses prérogatives (son pouvoir) ?	Nombre de personnes	%
Exécuter les projets	28	35%
Défense de la société civile	11	14%
Contrôler les décisions politiques	17	21%
Un instrument de négociation au niveau international	1	1%
Pas de réponse / Je ne sais pas	23	29%
TOTAL	80	100%

Tableau 8

8. Dans quelles villes du Maghreb souhaiteriez vous qu'il siège ?	Nombre de personnes	%
Algérie	41	51%
Tunisie	6	8%
Maroc	5	6%
N'importe laquelle	15	19%
Présidence tournante	4	5%
Autres	2	3%
Pas de réponse	7	9%
TOTAL	80	100%

Tableau 9

9. Souhaiteriez-vous une monnaie unique en Afrique du Nord ??	Nombre de personnes	%
OUI	68	85%
NON	11	14%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	80	100%
Si oui, laquelle?	Nombre de personnes	%
Une monnaie unique	52	65%
Monnaie Nationale	7	9%
Monnaie Berbère	1	1%
N'importe laquelle	5	6%
Pas de réponse	13	16%
TOTAL	80	100%

Tableau 10

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
L'histoire	28	35%
Les dirigeants	46	58%
La différence entre les peuples	0	0%
Autres	2	3%
Pas de réponse	4	5%
TOTAL	80	100%

11. Pour vous le pétrole c'est pour l'Algérie?	Nombre de personnes	%
Une chance	22	28%
Une malchance	2	3%
Une ressource mal utilisée	54	68%
Pas de réponse	2	3%
TOTAL	80	100%

Tableau 11

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	Nombre de personnes	%
Des dirigeants intègres et compétents	30	38%
Une plus grande confiance	4	5%
Une plus grande transparence	1	1%
Un développement économique	11	14%
Résoudre le problème du Sahara Occidental	3	4%
La démocratie	11	14%
Une meilleure coordination	12	15%
Pas de réponse	8	10%
TOTAL	80	100%

Tableau 12

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ??	Nombre de personnes	%
Beaucoup	7	9%
Un peu	38	48%
Pas du tout	31	39%
Pas de réponse	4	5%
TOTAL	80	100%

Tableau 13

Annexe méthodologique

Cadre de l'enquête

Cette étude propose une réflexion sur la connaissance et les différentes façons de penser l'Union du Maghreb Arabe en Algérie à partir des réponses à un questionnaire auprès d'un échantillon de 80 personnes. L'orientation choisie était de s'intéresser aux modes individuels de perception qui se dessinent autour du thème de l'Union du Maghreb Arabe.

Cette recherche s'appuie sur un matériau empirique obtenu et analysé selon des méthodes variées. La problématique adoptée se situait à un degré de généralité élevé, mais elle visait une compréhension des images et des perceptions de l'UMA à tous les niveaux de l'expérience des individus, partant du niveau le plus général de connaissance jusqu'à leur intérêt personnel pour ce thème. Elle exigeait un travail d'observation mélangeant ces niveaux. Les régularités statistiques mises à jour permettent de saisir les mécanismes sociaux les plus généraux de structuration du jugement, mais cette mécanique devait aussi être saisie au plus près de l'expérience des acteurs afin d'en reconstituer plus précisément les grandes logiques. La diversité des domaines couverts par notre questionnaire a tenté de donner une réponse à cette exigence.

Le contexte de la recherche

Rappelons que la période de l'enquête a été considérablement marquée par l'attaque du Liban par Israël. L'information continue diffusée dans les cafés ou dans les maisons interpelle constamment les enquêtés sur ce sujet, suscitant parfois un certain enfermement dans une vision militarisée du monde où les discours sur la stratégie et la force sont prédominants. Le plus souvent, les enquêtés ont directement évoqué ce conflit, notamment comme support pour répondre à la question n° 11 de la section 2 : « Pensez-vous qu'une guerre entre les Etats du Maghreb est possible ? ». Une grande partie des personnes interviewées n'ont pas hésité à répondre « oui », en expliquant qu'aujourd'hui « tout semble possible » et que la situation au Liban le prouve, une fois encore, largement.

Le thème de notre enquête interpelle subjectivement l'enquêté dans le présent (la situation actuelle du Maghreb) tout en l'invitant à se projeter dans l'avenir, mais les réactions partagées face à la situation au Liban tendent à homogénéiser les perspectives sur l'UMA. Dans les échos que laisse échapper notre enquête sur la situation au Liban, se dessine un lien implicite entre le Maghreb et le Moyen-Orient à travers un élan de solidarité, de dépit, d'impuissance et de désenchantement, qui influence considérablement l'image du Maghreb au moment où nous effectuons cette recherche.

La collecte des données

L'enquête a commencé au début du mois de juillet 2006 et s'est achevée à la fin du mois d'août. Elle a été réalisée par trois chercheurs et une informaticienne. Kamel Cheklat, étudiant algérien, prépare un doctorat au département de sciences politiques de l'université Paris 8 sur une étude comparée des trajectoires de démocratisation en Algérie et au Maroc entre 1989 et 2006. Abdelkader Toumi, professeur de philosophie à l'ENS d'Alger, prépare également un doctorat en sociologie portant sur une étude comparée des logiques de la mondialisation en Europe et dans les pays du Maghreb. Alexandra Poli, docteure en sociologie, rattachée à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris était chargée de la coordination méthodologique et de la passation du questionnaire auprès d'une dizaine de femmes. Maria Rendon, informaticienne, était en charge du traitement informatique des données recueillies.

Des consignes de communication ont été clairement établies en vue d'obtenir un échantillon cohérent. Chaque enquêteur devait par exemple reporter sur l'exemplaire du questionnaire l'ensemble des informations. Comment se sont effectuées les sollicitations et les prises de contact ? (ex : téléphone, rencontre de visu ? Comment les personnes réagissent-elles face à la proposition (ex : acquiescement spontané, hésitation, refus.../ Refus ou réticences pour manque d'intérêt, sentiment de ne pas être à la hauteur, manque de connaissances / Crainte à l'égard du questionnaire, de son objet, etc.). Chaque questionnaire a fait l'objet d'une interaction en face à face avec l'enquêté.

Il est important de préciser que les trois chercheurs qui ont réalisé l'enquête ont une connaissance différente de la société algérienne. Cela a permis de diversifier l'échange permettant le recueil des données. Si les deux chercheurs algériens ont pu évaluer la réception du questionnaire auprès de nombreuses personnes, la chercheuse française a pu profiter de son statut d'étrangère et faire valoir sa non connaissance de la réalité algérienne pour engager un lien de confiance et mettre à l'aise ses interlocuteurs au sujet de l'UMA.

Afin de rester proche de la structure démographique nationale, les deux chercheurs devaient interviewer autant d'hommes que de femmes, autant d'individus âgés de moins de 35 ans que de plus de 35 ans. En outre, l'objectif était également d'avoir, dans les entretiens individuels, un registre de PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) assez large. Des consignes ont été données afin de réaliser ces objectifs.

Dans un premier temps, un questionnaire a été soumis par les deux chercheurs algériens à 70 personnes à Alger, Boumerdès et Tizi Ouzou. Les enquêtés ont été en grande majorité rencontrés à Alger. Le cadre de l'enquête pouvait varier selon la disponibilité et le choix de la personne : une salle de classe pour une enseignante d'un centre de formation, une mosquée pour un chômeur à la fin d'un temps de prière, un bureau pour les employés et les cadres ou encore le propre domicile.

Généralement, c'est par l'intermédiaire d'une connaissance commune que nous avons sollicité les enquêtés. Notons à ce propos que la réalisation d'un sondage d'opinion en Algérie demande, peut-être plus qu'ailleurs, l'existence d'un lien de confiance. Cependant, le choix des enquêtés est resté aléatoire dans la mesure où il tenait aux opportunités de l'équipe de recherche.

Dans un deuxième temps, les deux chercheurs ont mené dix entretiens semi-directifs individuels auprès de militants ou sympathisants politiques affiliés aux principales formations politiques algériennes. Le guide d'entretien proposait d'approfondir l'articulation entre la variable de la participation politique et l'image de l'UMA.

Dans un troisième temps, la coordinatrice a passé une dizaine de questionnaires auprès de femmes afin de comprendre si la variable du sexe intervenait ou non de façon spécifique dans le positionnement par rapport à l'UMA.

Par le biais de trois grandes sections (opinion, explication, solution), ce questionnaire articulait différents angles d'approche permettant à la fois d'évaluer le degré de connaissance et de dégager différentes formes d'intérêt concernant l'UMA, de cerner les principaux facteurs qui freinent la formation d'une région intégrée en Afrique du Nord et d'envisager les solutions pour l'avenir du Maghreb.

Comment les individus vivent-ils et pensent-ils l'UMA ? Dans quelle mesure cette entité supranationale structure-t-elle ou non leur expérience ? Le questionnaire comportait également une section visant à identifier socialement l'enquêté (âge, sexe, PCS, niveau de formation, sources d'informations utilisées) pouvant amorcer ou achever la passation du questionnaire. C'est, au total, à 44 questions que les personnes interviewées ont eu à répondre.

Nous avons pu constater que l'absence d'une culture de sondage en Algérie fait peser sur les enquêtés diverses interrogations sur le choix du thème et l'objectif de l'étude. Cependant, une fois ces aspects éclairés, les personnes s'investissaient volontiers dans le jeu des questions réponses.

A l'exception de quelques refus (notamment de la part de paysans, aussi bien à l'égard de la démarche qu'en raison du thème de l'enquête perçu comme « flou » et de la part de certaines femmes moins disponibles à répondre à un chercheur de sexe masculin en dehors des heures de travail), la grande majorité des personnes sollicitées ont accepté de répondre au questionnaire. Il semble que les hésitations ou les résistances à participer à l'enquête tiennent plus au thème même qu'à la démarche du sondage par questionnaire. Certaines personnes redoutaient notamment de ne pas savoir « bien répondre » en raison d'un manque de connaissance ou d'information sur le thème de l'UMA. Cela nous a conduit, au fil de l'enquête, à inclure une option « sans opinion » dans les réponses proposées.

De façon générale, les premières réactions face à la démarche de faire un sondage d'opinion sur l'UMA révèlent un détachement relatif à l'égard de l'UMA qui s'explique aussi bien par une certaine résignation ou lassitude face au flou du fonctionnement de l'institution, que par une mise à distance générale de la politique (notamment observable chez les personnes les plus jeunes, dans la tranche d'âge 20-25 ans).

Concernant les entretiens semi-directifs avec des militants de partis politiques, deux refus ont été signalés par les chercheurs : un militant du RCD a décliné l'entretien en invoquant la structure hiérarchique du parti et en faisant valoir la position du porte parole du parti. La situation s'est répétée avec un militant élu du Parti des Travailleurs.

Les réactions face à cette recherche

L'exploitation des résultats

Bien que la méthode du questionnaire consiste à opérer un choix parmi des réponses fermées, nous avons pu remarquer que la majorité des enquêtés ont montré le souhait de s'exprimer plus librement afin d'engager et d'approfondir la discussion. La passation d'un questionnaire pouvait ainsi durer de 25 minutes à 1 heure. Les personnes interviewées n'hésitaient pas à commenter, justifier leurs réponses, donnant ainsi au questionnaire la forme d'un entretien semi-directif. Ce glissement a permis de limiter un des biais propre à la méthode du questionnaire impliquant la structuration complète du champ proposé à l'enquêté.

Les enquêtés répondent volontiers aux questions d'ordre général sur l'UMA mais se montrent plus hésitants, voire se déclarent sans opinion dès lors que l'on rentre dans les questions relatives à la politique de l'UMA, ses réalisations ou son fonctionnement. Les questions n° 6 et 7 de la troisième section, relatives à la création d'un parlement maghrébin et à son pouvoir ont pu susciter certains doutes ou hésitations de la part des enquêtés avant qu'ils ne donnent leur réponse.

Le caractère souvent ambivalent des réponses reflète également l'image duale de l'UMA. Signalons, par exemple, que les enquêtés, plutôt que de juger la nature positive ou négative de l'UMA dans le temps présent, ont fréquemment formulé leurs réponses au conditionnel à travers lequel s'exprimait un mélange omniprésent d'attentes fortes et d'espoirs las (déceptions) dès lors que l'on parle de l'UMA. Par exemple, à la question n° 3 de la section « opinion », « vous sentez-vous personnellement intéressé/concerné par l'UMA ? », nous avons pu noter une hésitation à apporter une réponse tranchée du type « oui » ou « non ». Une jeune femme de 29 ans, travaillant dans le tourisme note ainsi : « Oui, l'UMA m'intéresse mais à condition qu'elle soit plus solide, qu'il y ait véritablement des lois ». Autre exemple : à la question n° 14 de la section « opinion », « Pensez-vous que l'avenir de l'Algérie soit lié au succès de l'UMA ? », une femme de 50 ans, directrice d'un centre de formation précise : « Je ne peux pas répondre oui ou non mais je dirais que ça pourrait être le cas, même si on reste plutôt sceptique ».

Pour beaucoup, le fait de commenter longuement les réponses et de dépasser le cadre du questionnaire renvoie, au moins en partie, à la difficulté de parler de l'UMA, apparaissant comme un thème important mais relativement virtuel. Tous reconnaissent connaître l'UMA mais nombreux sont ceux qui précisent dès la première question qu'ils en ont une connaissance limitée : « J'en ai entendu parler, « un peu », « de très loin... ».

De façon plus générale, la tendance de nombreux interviewés à orienter le questionnaire vers un entretien moins directif était également une façon de replacer l'UMA dans leurs préoccupations et leur vie personnelle. De ce point de vue, faire une enquête sur un tel sujet peut donner l'impression de donner une importance excessive à un thème qui n'occupe pas le quotidien des personnes. Les moins de trente ans se montrent particulièrement soucieux de leur avenir professionnel. Une jeune femme de 23 ans nous confie les difficultés qu'elle rencontre pour tisser une relation avec un homme. Pour autant, il ne faudrait pas mettre en opposition ou dissocier la consultation sur l'UMA et les histoires personnelles évoquées à l'occasion du questionnaire. Les transformations sociétales et historiques ont modifié l'espace d'action des individus, notamment l'exigence qui leur est adressée pour donner un sens à leur vie. Face à un monde décrit comme n'ayant plus de stabilité institutionnelle, c'est à l'individu que revient la tâche de dégager le sens de sa conduite et de son parcours personnel. L'affirmation de la vie personnelle fait en effet partie d'une tendance plus générale, observable dans de nombreux domaines de la vie sociale et nous invite à être plus attentifs à la dynamique qui s'opère entre la sphère privée et la sphère publique.

Les biais de représentativité

Malgré les consignes de passation, l'échantillon constitué au terme de l'enquête comporte plusieurs biais de représentativité. Tout d'abord, du fait du nombre relativement faible d'enquêtés qui s'élève à 80 personnes. Parmi l'ensemble des facteurs à analyser, notre projet de recherche souhaitait porter une attention particulière à l'approche individuelle de l'UMA. En ce sens, notre travail répond moins à une exigence de représentativité qu'à la volonté d'évaluer le degré de réflexivité des individus dès lors que l'on aborde le sujet de l'UMA.

Des catégories socioprofessionnelles mobiles

Nous avons distingué six catégories socioprofessionnelles pour diversifier au mieux notre panel. Il s'agit des groupes suivants : paysans, commerçants, ouvriers, employés, cadres, et chômeurs. Les statuts d'« employés » et de « cadres » couvrent de multiples domaines. Nous avons en effet aussi bien contacté des employés dans le secteur des

services, commerce, restauration, que des employés dans le bâtiment ou encore le milieu hospitalier.

Notons que les cadres, hommes comme femmes sont surreprésentés dans l'étude puisqu'ils constituent environ 37% du panel. En revanche, si nous nous basons sur le secteur d'activité, la structure de notre échantillon s'avère relativement représentative puisqu'il concerne en majorité les commerces, services et administration, qui couvrent 55% de la population occupée en Algérie au dernier trimestre 2005²⁶. De même, le pourcentage de chômeurs dans notre panel s'élève à 13,7 ce qui représente un chiffre proche des 14,8% de taux de chômage de la population active nationale urbaine au dernier trimestre 2005²⁷.

Les femmes qui constituent 21% de notre panel sont sous-représentées par rapport à notre échantillon qui demeure majoritairement masculin, mais sont légèrement surreprésentées si l'on se base sur le pourcentage de femmes dans la population active urbaine, s'élevant à 17,7 % en 2005.

Enfin, notre échantillon est essentiellement composé de personnes diplômées. On retrouve des personnes ayant un diplôme universitaire aussi bien parmi les cadres, les enseignants que les commerçants, les employés ou les chômeurs. Pour comprendre ce biais de représentativité il faut tenir compte des multiples logiques de reconversion ou de mobilité professionnelle qui s'opèrent fréquemment dans le parcours personnel. On trouve ainsi dans la catégorie des commerçants, un ancien professeur d'université, un ancien fonctionnaire ou encore un ex-officier de l'armée.

Luis Martinez

Avec la collaboration d'Alexandra Paoli, Maria Rendon, Kamel Cheklat et Toumi Abdelkder.

²⁶ Office National des Statistiques, Emploi et chômage au troisième trimestre 2005, « Répartition de la population occupée selon le secteur d'activité de l'établissement ». Information recueillie sur le site de l'institut : www.ons.dz
²⁷ Ibid.